



ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY

Secretariat
P. O. Box 3243

منظمة الوحدة الأفريقية
السكرتاريه
ص. ب. ٣٢٤٣

Addis Ababa * اديس ابابا *

ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAINNE

Secretariat
CM/573 (XXIII)

Ière Partie

Addendum I

LES TERRITOIRES SOUS DOMINATION PORTUGAISE

1. Le rapport du Secrétaire général administratif sur les territoires sous domination portugaise a été gagné de vitesse par les événements. Bien que les succès de la lutte de libération en Guinée-Bissau, en Angola et au Mozambique aient largement contribué au renversement de la dictature fasciste Caetano-Thomas au Portugal, les intentions de la Junte à propos de la décolonisation des colonies portugaises demeurent encore vagues. Les déclarations faites jusqu'ici par les membres de la Junte sur ce problème ont été floues et parfois même contradictoires.
2. Dans une déclaration lue au cours d'une conférence de presse à Lourenço Marques le 11 mai 1974, le Général Costa Gomes, Chef d'Etat Major des Forces Armées Portugaises et membre de la Junte de Salut National, a précisé que "la Junte de Salut National est la garantie de ce principe (l'autodétermination)... à la lumière duquel le peuple du Mozambique décidera, en temps opportun, de sa destinée. Il pourra alors choisir entre deux extrêmes: l'indépendance totale et l'intégration complète. Mais il devra admettre que l'idéal ne réside pas dans les extrêmes et je pense, quant à moi, que le peuple de Mozambique saura trouver le juste milieu en acceptant notre plan initial qui prévoit son intégration politique au sein d'une grande communauté portugaise."
3. Auparavant, dans une conférence de presse tenue à Lisbonne le 6 mai 1974 à l'issue de sa mission en Angola, le Général Costa Gomes avait exprimé un point de vue semblable. A la question "si les mouvements de libération optent pour l'indépendance totale et sans conditions, la Junte l'acceptera-t-elle dans le cas où, par un référendum les peuples d'Angola, du Mozambique et de Guinée-Bissau voteraient en faveur de l'indépendance", le Général Gomes a répondu

"Ce ne sera plus l'affaire de la Junte... Le référendum aura lieu sous l'égide d'un gouvernement élu au suffrage universel et dans le cadre d'institutions politiques adéquates."

4. Il est évident que la politique de la Junte à l'égard de la décolonisation totale est très vague. Selon des sources bien informées, la Junte de Salut National se compose de sept officiers: deux officiers de l'Armée de Terre, de tendance conservatrice; deux officiers de l'Armée de l'Air, de tendance relativement libérale; deux officiers des Forces Navales, de tendance progressiste, et le Général Spínola, qui est en faveur d'une solution politique par le biais d'une fédération. En résumé, étant donné les différentes tendances politiques en conflit au sein de la Junte, sa politique à l'égard de la décolonisation est vague et prête à confusion.

5. D'un autre côté, parmi les partis politiques organisés, le Parti communiste, le Parti socialiste et d'autres partis progressistes ont ouvertement apporté leur soutien à la décolonisation totale des colonies portugaises en Afrique. Maintenant que les partis progressistes se sont joints au gouvernement provisoire récemment formé, il semble que ce soient les partis politiques qui ont contraint la Junte à mener des négociations directes avec la République de Guinée-Bissau et ensuite, avec les mouvements de libération nationale. Des contacts non officiels ont eu lieu à DAKAR le 17 mai entre le nouveau Ministre des Affaires étrangères du Portugal, le Dr. Soares et le PAIGC. Par la suite, des négociations directes et officielles, premiers pas vers la paix, ont été engagées entre les deux parties, le 25 mai 1974 à Londres. Il est possible que, dans un bref délai, il y ait de pareilles négociations entre le Portugal et les mouvements de libération nationale. Pendant ce temps, les mouvements de libération nationale ont bien fait comprendre au Portugal qu'ils n'entameront aucune négociation tant que le Portugal n'admettra pas le principe de l'autodétermination et de l'indépendance des peuples de l'Angola et du Mozambique.

6. Les récentes déclarations faites par le Dr. Soarès, Ministre des Affaires étrangères, ainsi que par le Dr. Almeida Santos, Ministre de la "coordination inter-territoriale" révèlent que le nouveau gouvernement provisoire du Portugal était disposé à accepter le principe d'autodétermination et d'indépendance. Mais il est trop tôt pour savoir si les dirigeants actuels du Portugal se sont sincèrement engagés à décoloniser d'une manière totale et inconditionnelle l'Angola et le Mozambique.

7. En fait, certaines manoeuvres politiques des nouveaux dirigeants portugais semblent indiquer qu'ils ont opté pour une nouvelle forme de politique coloniale en faveur d'une indépendance progressive plutôt qu'immédiate. Par exemple, le Général Costa Gomes a fait appel aux mouvements de libération nationale pour qu'ils déposent les armes et qu'ils mènent une lutte pacifique en constituant des partis politiques en Angola et au Mozambique. Pourtant le Général Gomes n'a pas réalisé les promesses faites de renvoyer les troupes coloniales au Portugal et de libérer les combattants de la liberté qui croupissent encore dans les prisons de l'Angola et du Mozambique.

8. Par ailleurs, en vue de retarder l'échéance de l'occasion à l'indépendance, les nouveaux dirigeants du Portugal encouragent la création de groupes fantoches qui se baptisent partis politiques, en Angola, au Mozambique et même en République de Guinée-Bissau. Ainsi, au Mozambique, il y a le GUMO (Groupe pour l'Unification du Mozambique); le MIMO (Mouvement pour l'Indépendance du Mozambique); le FICO (le Front pour la Défense de la Civilisation occidentale); le parti démocratique du Mozambique, le parti socialiste démocrate uni du Mozambique, etc... De même, de nombreuses organisations fantoches sont en train de proliférer en Angola, en République de Guinée-Bissau et aux Iles du Cap Vert. En Angola, les partis politiques

suivants ont été constitués: le parti chrétien démocrate (P.C.D.A); le mouvement pour la défense des intérêts de l'Angola; le parti démocrate; le parti pour l'indépendance de l'Angola; le mouvement démocrate angolais; le mouvement pour la libération du peuple de l'Angola; le mouvement libéral de l'unité angolaise; le rassemblement du peuple angolais et le parti démocrate des populations de Cabinda.

9. La stratégie de l'indépendance à terme élaborée par les nouveaux dirigeants portugais, vise aussi à préparer l'Angola et le Mozambique à l'exploitation néo-coloniale. En d'autres termes, ce que les gouvernements fascistes de Salazar et Caetano n'ont pas réussi à réaliser par la force armée, la Junte de Spínola espère le faire par des manoeuvres politiques et la propagande.

10. En outre, il est très probable que tout retard dans l'octroi de l'indépendance laisse le temps aux colons de l'Angola et du Mozambique de s'organiser et de proclamer une déclaration unilatérale d'indépendance du genre de celle de la Rhodésie. Il convient de rappeler que les longues négociations qui ont précédé l'octroi à l'Algérie de l'indépendance dans les années 50 et 60, ont permis la naissance de l'O.A.S. De même, les pourparlers exagérément prolongés entre la Grande Bretagne et Ian Smith en 1964 et 1965 ont donné l'occasion aux colons de faire une Déclaration unilatérale d'Indépendance et de prendre illégalement le pouvoir.

11. Les encouragements et le soutien que le Gouvernement ségrégationniste d'Afrique du Sud et la Rhodésie rebelle a accordés à la Déclaration unilatérale d'Indépendance en Angola et au Mozambique ne doivent pas être sous estimés. Les régimes racistes de Prétoria et Salisbury savent que le renversement de la dictature fasciste au Portugal aura des répercussions considérables sur la lutte de libération en Afrique australe, en particulier en Namibie et au Zimbabwe. Ainsi, afin de faire pression sur les nouveaux dirigeants du Portugal

pour qu'ils ne décolonisent pas immédiatement, l'Afrique du Sud a été le premier pays à reconnaître la Junte militaire. Depuis lors, le régime de Prétoria travaille silencieusement contre le processus de décolonisation en Angola et au Mozambique.

12. Le Gouvernement de Prétoria est fortement soupçonné d'être à l'origine des violentes démonstrations racistes organisées par les colons, telles que celle qui a eu lieu à Beira lors de la visite du Général Costa Gomes. Peut-être que le Gouvernement de Prétoria a l'intention d'utiliser ces manifestations agressives des colons comme prétexte pour intervenir au Mozambique et en Angola afin d'empêcher l'indépendance immédiate de ces deux pays. Voster et Smith sont tellement préoccupés par cette éventualité qu'ils ont tenu une réunion à huis clos à Prétoria les 28 et 29 mai 1974. Afin de donner le change à l'opinion mondiale, ils ont déclaré à la fin de leur réunion qu'il leur importait peu que les Gouvernements de l'Angola et du Mozambique prennent le pouvoir tant que ceux-ci resteront stables. Entre-temps, les colons travaillent activement pour arriver à instaurer une forme d'association plus étroite avec l'Afrique du Sud ségrégationniste. Récemment une organisation appelée "Pour l'Unité avec l'Afrique du Sud" a été créée à Salisbury.

13. Mis à part les régimes minoritaires racistes de Prétoria et Salisbury, les intérêts économiques et financiers étrangers en Angola et au Mozambique et qui s'étendent à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie sont aussi des facteurs qui encouragent certainement la Déclaration unilatérale d'Indépendance en Angola et au Mozambique. Les plus grandes compagnies occidentales telles que la Gulf Oil qui travaille en Angola, et les diverses compagnies minières et sociétés agricoles opérant en Angola et au Mozambique fourniront probablement non seulement des capitaux, mais aussi des armes et des mercenaires pour soutenir la Déclaration unilatérale d'Indépendance en Angola et au Mozambique.

14. Maintenant que l'alliance maléfique entre Prétoria, Lisbonne et Salisbury qui avait pour buts de faire échec à la lutte armée et de saper l'indépendance africaine, s'est considérablement affaiblie après le coup d'état de Lisbonne, le régime de Prétoria a récemment mis sur pied un plan de contre-attaque pour sauver la situation en Afrique du Sud. Dans sa détermination à préserver le racisme et le colonialisme en Afrique australe, le régime de Prétoria a engagé des négociations secrètes avec le Gouvernement des Etats Unis. L'Amiral H. H. Biermann, Chef des Forces Armées de Défense en Afrique du Sud, est arrivé aux Etats Unis le 5 mai 1974 et a ensuite tenu un certain nombre de réunions secrètes avec les dirigeants du Pentagone. L'Amiral Biermann est connu comme étant l'un des grands artisans de la stratégie militaire actuelle de l'Afrique du Sud ségrégationniste qui cherche à faire entrer les Etats Unis et certains pays de l'OTAN dans une alliance régionale plus étroite avec Prétoria contre ce que le Ministre de la Défense, Botha, a récemment qualifié de forces du "communisme international et ses conséquences - les activistes de gauche, l'humanisme et le libéralisme excessifs, le matérialisme et les idéologies qui en découlent". D'après l'Amiral Biermann, l'Afrique du Sud occupe une position stratégique entre les océans atlantique et indien et est dotée de l'une des bases navales les mieux équipées dans l'Hémisphère Sud. Chaque année, plus de 600 millions de tonnes de pétrole destiné à l'Europe et aux Etats Unis sont transportées via le Cap. La récente création par les Etats Unis d'une base à Diéga Garcia est également une preuve de la croissance rapide des intérêts des Etats Unis dans la zone. D'autre part, l'Afrique du Sud ségrégationniste a un besoin pressant de trouver des alliés parce qu'elle s'est rendu compte que sa richesse et sa puissance militaire dans la zone ne suffisent pas pour contenir la violente vague de lutte contre le racisme, le colonialisme et l'exploitation en Afrique australe. Ainsi s'explique la tentative désespérée de l'Afrique du Sud de constituer une nouvelle

alliance maléfique avec les Etats Unis et certains pays membres de l'OTAN contre les aspirations légitimes à la liberté, l'égalité et l'indépendance de plus de 30 millions d'Africains en Afrique australe! L'Afrique doit, en conséquence, faire échouer les intrigues de Prétoria destinées à entraîner certaines grandes puissances occidentales qui pourraient avoir déjà oublié leurs dures expériences au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Il est à noter que lorsque la République de Guinée-Bissau a été récemment admise à l'OMS par 92 voix pour, 1 contre et 31 abstentions, les Etats Unis furent le seul pays à avoir voté contre son admission.

15. En résumé, la politique des nouveaux dirigeants du Portugal concernant la décolonisation de l'Angola et du Mozambique est loin d'être claire; L'appel au cessez-le-feu et à la fin des hostilités, comme condition préalable à des négociations avec le Portugal, a été rejeté par les mouvements de libération nationale. L'initiative du Portugal à cet égard constitue en fait un appel à la reddition inconditionnelle. Elle n'est rien d'autre qu'une manoeuvre destinée à trouver une nouvelle formule pour maintenir la domination coloniale actuelle. A cet égard, ainsi qu'à bien d'autres, il y a d'importantes leçons à tirer de la grande expérience de la lutte de libération en Algérie et au Vietnam contre le colonialisme.

16. Aussi longtemps que le Portugal ne reconnaîtra pas le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples de l'Angola, du Mozambique et de Sao Tomé et Principe et refusera d'accorder rapidement l'indépendance à ces territoires, la lutte de libération sera intensifiée et se poursuivra sans relâche. La Paix est inconcevable sans l'indépendance de l'Angola et du Mozambique.

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

1974

Territories Under Portuguese Domination

Organization of African Unity

Organization of African Unity

<https://archives.au.int/handle/123456789/9225>

Downloaded from African Union Common Repository